

À menace globale, alliance globale
À menace asymétrique, multiplicité d'alliances *ad hoc*

Albert LEGAULT

Chaire de recherche du Canada en relations internationales

Ce titre définit bien l'évolution de l'OTAN et ce que l'on attend d'elle après le sommet de Prague. Le couronnement de ce Sommet est évidemment l'invitation d'adhésion à l'OTAN pour sept nouveaux pays: trois pays baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie), deux pays d'Europe du Sud-Est (la Roumanie et la Bulgarie), un pays oublié d'Europe centrale, la Slovaquie, et enfin, un petit dernier, la Slovénie, qui attendait avec impatience ce jour depuis son indépendance en juin 1991. Des anciens ennemis d'hier au sein du Pacte de Varsovie ou de celui qui avait préféré s'en retirer, l'Albanie, il ne reste donc que quelques miettes hors de l'OTAN, à toutes fins utiles membres *de facto* de l'Alliance à travers tous les programmes de reconstruction transatlantiques ou européens en cours dans cette région. Il reste toujours le cas-problème de l'Ukraine, accusée d'avoir vendu des radars sophistiqués à l'Irak, mais qui bénéficie néanmoins depuis 1997 d'une Charte de Partenariat avec l'OTAN. Lorsque l'adhésion de ces sept pays sera acceptée et confirmée d'ici au Sommet de 2004, ce sera la cinquième fois dans son histoire que l'OTAN aura été élargie (après la Grèce et la Turquie, en 1952, l'Allemagne, en 1955, l'Espagne, en 1982, et la République tchèque, la Hongrie et la Pologne, en 1999).

Quant à la Russie, on s'était habitué depuis 1997 au Conseil conjoint permanent OTAN-Russie qui permettait un tête-à-tête entre tous les membres de l'OTAN et la Russie. Le sommet de Rome consacre, en mai 2002, la création du Conseil OTAN-Russie qui remplace désormais l'ancien Conseil conjoint qui n'aura vécu que 5 ans, car à toutes fins il n'aura été qu'une coquille vide. Le nouveau Conseil reprend toutefois tous les aspects de coopération déjà identifiés à la section 3 de l'Acte fondateur de 1997. Il faut donc s'attendre à une coopération plus poussée entre l'OTAN et la Russie, en matière de «lutte contre le terrorisme, la gestion des crises, la non-prolifération, la maîtrise des armements et les mesures de confiance, la défense contre les missiles de théâtre, la recherche et le sauvetage en mer, la coopération entre militaires, et les plans civils d'urgence». En outre, après la prise d'otages russes en plein amphithéâtre moscovite par des terroristes tchéchènes en octobre dernier, la Russie partage désormais avec l'Occident le même lit. Le Sommet de Prague des 21-22 novembre vient donc sceller un vieil hiatus historique: la coupure de la Russie d'avec l'Occident dans la foulée de la révolution de Lénine et du partage du monde en deux blocs à Yalta. Le président Poutine a d'ailleurs été très clair à propos de cette rupture: «rien de très bon n'en a résulté pour la Russie».

Outre l'élargissement de l'OTAN, les alliés ont approuvé lors de ce dernier Sommet la création d'une Force de réaction rapide — composée de 21 000 hommes et dont l'armement et l'équipement seraient à la pointe des progrès techniques — qui fait depuis longtemps



l'objet de discussions au sein des officines de la défense des pays de l'OTAN. Ce projet se situe à la jonction de trois grandes tendances: la création d'une Identité européenne de défense et de sécurité, l'Initiative des capacités de l'Alliance, et la volonté américaine de pouvoir disposer d'une force alliée capable d'intervenir n'importe où et rapidement à travers le monde.

La première tendance remonte à la Déclaration de St-Malo par laquelle la France et la Grande-Bretagne s'engageaient à mettre sur pied une Force de réaction rapide qui pourrait devenir le bras armé de l'UE en cas de nécessité de gestion de crise en Europe ou ailleurs. Le concept d'une Force de réaction rapide de l'UE a pris tout son sens lors du sommet européen de Nice en décembre 2000. L'objectif est de doter l'Europe d'une force de 60 000 hommes, déployable dans un délai de 60 jours et capable d'être soutenue durant au moins un an. Quant à la Force de réaction rapide de l'OTAN, elle devra faire appel «aux technologies de pointe, être souple, déployable, interopérable et apte à soutenir des opérations prolongées». Certains ne sont pas loin de penser que la décision de Prague d'aller de l'avant avec un concept analogue défendu à l'origine par les Européens visait à leur tirer le tapis sous les pieds. Pourtant, le communiqué de l'OTAN précise bien que la chose doit se faire dans le cadre des travaux connexes de l'UE sur l'*Objectif global*. C'est donc dire que les deux projets sont et restent complémentaires. La Force de réaction rapide de l'OTAN est prévue pour la fin de l'année 2004 et devrait être opérationnelle au plus tard en octobre 2006.

Plus d'une cinquantaine de secteurs de pointe devaient être examinés dans le cadre de l'Initiative des capacités de l'Alliance lancée en avril 1999. Or, le trop grand nombre de secteurs identifiés par les planificateurs de Washington dépassait de beaucoup les moyens, les capacités d'analyse et la volonté politique des membres européens de l'Alliance, plus pressés de bénéficier des «dividendes de la paix¹» que de se pencher sur la question de la modernisation de leurs armements. Le Sommet de Prague a permis de limiter à des secteurs bien précis la nécessaire amélioration des moyens militaires de l'Alliance. Ce sont: «défense contre les armes chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires; renseignement, surveillance et acquisition d'objectifs; surveillance air-sol; systèmes de commandement, de contrôle et de communications; efficacité au combat, y compris munitions à guidage de précision et neutralisation des défenses aériennes ennemies; moyens de transport aérien et maritime stratégique; moyens de ravitaillement en vol; et unités déployables d'appui tactique et de soutien des forces au combat.» Ces domaines sont désormais connus sous le vocable *Engagement capacitaire de Prague* (PCC ou Prague Capacity Engagement).

Dans l'ensemble, il s'agit d'une nouvelle division internationale du travail de l'Alliance, chacun étant appelé à contribuer là où il est le plus fort ou le plus développée, ou encore là où il souhaiterait concentrer le gros de ses efforts. Ainsi, la République tchèque qui dispose d'importantes unités de décontamination ou d'opérations dans le cadre d'un environnement chimique ou bactériologique, pourrait se spécialiser dans ce domaine fort en demande. L'Allemagne a pris le leadership d'un groupe de pays intéressé au transport stratégique, dont la Hongrie et la République tchèque font partie. La Norvège et le Danemark souhaitent

¹ L'année dernière, les États-Unis ont consacré à la défense 85 pour cent de plus que les 18 autres alliées réunis.

prendre la tête de la constitution d'une capacité de transport stratégique maritime. Quant à l'Espagne, elle souhaite se spécialiser dans le ravitaillement en carburant d'avions en vol, et ainsi de suite. C'est donc dire qu'une importante redistribution des tâches est en cours au sein de l'Alliance. Ce qui intéresse Washington au premier chef, c'est bien sûr la lutte antiterroriste ainsi que la capacité de l'Alliance de contrer rapidement toute menace à caractère chimique, bactériologique ou nucléaire.

En ce sens, la lutte antiterroriste devient l'élément le plus structurant du système international non seulement au sein de l'Alliance, mais aussi sur le plan des relations entre les grandes puissances, à savoir la Chine, la Russie et les États-Unis, et sur celui de la sécurité régionale extérieure au cadre de l'OTAN. Les États-Unis entretiennent ainsi tout un ensemble de relations privilégiées avec certains pays, tels les Philippines, la Géorgie, l'Indonésie, le Yémen et bien d'autres. À tout cela viennent s'ajouter les accords de coopération avec les services alliés ou plus ou moins amis du renseignement, sans parler de la coopération judiciaire ou encore de la collaboration au sein d'Interpol.

Au sein de l'OTAN, ces développements se traduisent par une évolution substantielle du nombre de commandements qui voient ainsi leur nombre diminué. Par ailleurs, il ne restera plus qu'un seul Commandement opérationnel en Europe (Belgique). Celui-ci sera appuyé par deux commandements de forces interarmées «en mesure de constituer un quartier général de groupe de forces interarmées multinationales (GFIM) terrestre et un quartier général interarmées permanent solidement constitué mais plus limité, auquel on pourra faire appel pour obtenir une capacité de quartier général de GFIM maritime». (Paragraphe 4b du Communiqué de l'OTAN). En outre, les États-Unis disposeront d'un commandement stratégique dit de «transformation», qui aura son quartier général aux États-Unis. Il sera plus précisément «responsable de la poursuite de la transformation des capacités militaires et de la promotion de l'interopérabilité des forces de l'Alliance, en coopération avec le commandement allié opérationnel, comme il conviendra.» (sic)

L'Alliance aura donc vécu plus de 50 ans et les années qui viennent marqueront pour elle un substantiel «lifting» de ses missions et capacités. L'éternel problème des relations transatlantiques se posera sans doute d'une manière de plus en plus aiguë dans l'avenir, car il n'est pas sûr que l'Europe et les États-Unis aient ni les mêmes priorités, ni les mêmes approches pour juguler le fléau du terrorisme. Une distanciation de l'Europe au profit d'un rapprochement soutenu avec la Russie marquerait un retour aux grandes politiques bismarckiennes de la fin du XIX^e siècle, ce qui ne serait pas nécessairement un élément d'évolution positif au sein du système international. Mais sait-on jamais! Car l'entrée dans l'OTAN pour ne nombreux pays a toujours signifié pour eux l'entrée dans l'UE. Lors du sommet de Rome qui avait marqué la création du Conseil OTAN-Russie en mai dernier, seul le premier ministre Silvio Berlusconi avait osé évoquer l'idée d'élargir un jour l'UE jusqu'à Moscou. Le président français Jacques Chirac n'avait guère trouvé la chose de son goût. Il s'était empressé d'ajouter que l'idée était «hautement prématurée», ou «pas d'actualité, c'est le moins que l'on puisse dire». Le rapprochement Moscou-Washington correspond cependant indubitablement à une transformation stratégique de poids par rapport au passé. L'historien André Fontaine n'avait pas hésité, il n'y a pas si longtemps encore, à qualifier les relations stratégiques entre les deux blocs d'*Un seul lit pour deux*

rêves! Il n'est pas impossible de penser que le terrorisme transforme désormais les rêves en cauchemar, ce qui est un moteur d'action autrement plus puissant que le rêve...